



NATIONS UNIES

65871

✓

CH



Distr. LIMITEE  
ECA/RCID/24/97

Original: FRANCAIS

---

## COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion de groupe de travail sur  
le transport aérien

24 Septembre 1997, Addis Abéba

### ACTIVITES DE LA CEA DANS LE CADRE DU GROUPE DE TRAVAIL DU TRANSPORT AERIEN DE LA DECENNIE

ECA  
388.9(6)063  
A1885  
c.1

#### Résumé

Le groupe de travail de transport aérien de l'UNTACDA II mis en place par les ministres est chargé d'entreprendre des activités selon le mandat qui lui a été confié et d'informer le comité de coordination inter institutions des CCII des résultats atteints et des difficultés rencontrés.

Le présent rapport fait état des activités menées par la CEA depuis la dernière réunion du CCII et propose un plan d'action à entreprendre durant la période 1998-2000 et au delà. Les mesures à prendre sont indiquées au paragraphe 23.

## **TABLE DES MATIERES**

### **I. INTRODUCTION**

### **II. OBJECTIF DU SOUS SECTEUR**

### **III. ACTIVITES AR LA CEA ENTREPRISES DEPUIS LA DERNIERE REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL**

- a) Mise en oeuvre de la déclaration de Yamoussoukro en Afrique de l'Ouest
- b) Mise en oeuvre de la Déclaration en Afrique australe
- c) Mise en oeuvre de la Déclaration en Afrique centrale et du Nord
- d) Mise en place d'une association des consommateurs de services aériens

### **IV. LES DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS**

- i) Délai d'exécution pour la mise en oeuvre de la Déclaration et situation financière difficile des compagnies aériennes
- ii) Engagement ferme des Etats
- iii) Solution en vue d'éliminer les difficultés ci-dessus
- iv) Financement des activités du groupe de travail

### **V. EVALUATION DE L'IMPACT DES ACTIVITES EN COMPARAISON AVEC LES OBJECTIFS FIXES DANS LA STRATEGIE DU SOUS-SECTEUR**

### **VI. LES DEFIS MAJEURS**

### **VII. PROPOSITIONS DE PLAN D'ACTION**

### **VIII. SUITE A DONNER**

## **I. INTRODUCTION**

1. Les ministres africains des transports et communications ont mis en place plusieurs groupes de travail en vue de préparer le programme de la Décennie et d'assister les Etats dans la mise en oeuvre et l'évaluation du programme. Le groupe de travail du transport aérien composé de la CAFAC (Président), la CEA (Chef de file) de l'ASECNA (secrétaire), du PNUD, de l'OUA, de l'OACI, l'AFRAA, de NCATO, du BIT est chargé des activités de ce sous secteur. Le groupe se réunit fréquemment pour faire le bilan des activités entreprises et adopter son programme de travail. La dernière réunion du groupe de travail a été organisée en Novembre 1996 à Nairobi.

## **II. OBJECTIF DU SOUS SECTEUR:**

2. L'objectif à long terme du sous-secteur est d'intégrer les services aériens africains. d'améliorer la facilitation des services de la navigation aérienne, et de renforcer les capacités des autorités de l'aviation civile et des compagnies aériennes.

## **III. ACTIVITES PAR LA CEA ENTREPRISES DEPUIS LA DERNIERE REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL**

3. Le présent rapport porte sur les tâches confiées à la CEA:

### **a) Mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro en Afrique de l'Ouest**

4. La CEA a assisté la sous-région de l'Afrique de l'Ouest à préparer la réunion des ministres chargés de l'aviation civile de la CEDEAO qui avait pour objectif de prendre des décisions en vue de faciliter la libéralisation progressive des droits de trafic à l'intérieur de la sous-région. Ainsi elle a d'abord assisté le ministre coordinateur à préparer la réunion des experts de l'aviation civile qui s'est tenue à Accra, Ghana et celle du comité sous-régional de suivi qui s'est tenue à Lomé. En collaboration avec le ministre coordination elle a participé et contribué à organiser du 10 au 14 décembre 1996 à Yamoussoukro, la réunion des experts et des ministres chargés de l'aviation civile dans les pays CEDEAO. L'ordre du jour de la dernière réunion a porté sur: la libéralisation du transport aérien dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest; les actions entreprises par les Etats en vue d'incorporer la Déclaration dans leur politique aéronautique nationale; l'état de la coopération entre les compagnies aériennes de la sous-région; le mandat des comités sous-régionaux; et la sécurité du transport aérien en Afrique.

5. Au cours de la réunion les ministres ont encore réaffirmé l'engagement des Etats de la sous-région à oeuvrer pour la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro. A cet égard, ils ont adopté une recommandation sur les droits de trafic et la coopération sous-régionale. Cette recommandation couvre tous les aspects portant sur l'octroi des droits de trafic de 3ème, 4ème et 5ème libertés ainsi que sur la propriété et le contrôle des compagnies aériennes déléguées, le nombre de compagnies aériennes devant être autorisées à assurer l'exploitation des droits de trafic; les tarifs; la capacité et les types d'aéronefs; la sécurité; la fréquence; et les points de destination.

6. La réunion a fixé au 1er mai 1997, la date d'entrée en vigueur des dispositions simplifiées relatives à l'octroi des 3ème et 4ème liberté de l'air et au 1er Novembre 1997 celle relative à l'octroi de la 5ème liberté.

7. La réunion a aussi mis en place un comité des ministres et un comité de suivi et de contrôle des décisions prises en vue de mettre en oeuvre la Déclaration de Yamoussoukro. Les attributions du comité de suivi et de contrôle ont été fixées comme suit:

- suivre l'application des directives et décisions prises par les ministres de la sous-région:
- évaluer l'application des mesures et des actions visant la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro et des décisions prises à Maurice au niveau de la sous-région en vue de faire un rapport détaillé au ministre coordinateur et au comité régional qui sera mis en place:
- identifier de façon détaillée les problèmes entravant la mise en oeuvre de la Déclaration au niveau de la sous-région et trouver les solutions nécessaires à ces entraves:
- Régler les différends qui lui seront soumis par les Etats contractants ou les compagnies aériennes. Dans le cas où les différends ne peuvent être résolus par négociations au niveau sous-régional par le comité de suivi, le ministre coordinateur devra réunir ses collègues pour chercher une solution appropriée.
- informer le ministre coordinateur et le comité des ministres de toutes les réunions organisées dans la sous-région pour la mise en oeuvre de la Déclaration. L'élément nouveau introduit par les ministres est de faire prendre des sanctions contre les Etats qui refuseraient de faire appliquer les décisions du comité sous-régional en cas de règlement de conflits pour lesquels le comité serait saisi.

b) **Mise en oeuvre de la Déclaration en Afrique australe**

8. La CEA a analysé les questionnaires sur la mise en oeuvre de la Déclaration en Afrique australe et l'a transmis à la SATCC pour présentation. Ce document fait état des problèmes rencontrés quant à la mise en oeuvre des mesures prises à Maurice en vue d'activer la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro. Le document a été distribué aux directeurs des autorités de l'aviation civile et des compagnies aériennes de la SATCC lors de leur réunion tenue en 1996 en Tanzanie. Au cours de cette réunion à laquelle la CEA n'a pas pu participer certains pays ont indiqué qu'ils n'avaient pas les informations disponibles sur certains problèmes soulevés. Ceci démontre que les problèmes recensés sont de nature passagère et que des solutions peuvent être trouvées.

c) **Mise en oeuvre de la Déclaration en Afrique centrale et du Nord.**

9. En ce qui concerne ces deux sous-régions, la CEA a pris des contacts informels avec les points focaux des ministres chargés de l'aviation civile. Une mission a été entreprise en Egypte et en Tunisie. Cette mission a révélé que l'Afrique du Nord ne fait pas de grand progrès, mais qu'en matière de droit de trafic à l'intérieur de ladite sous-région des souplesse existent. La CEA a toutefois envoyé aux ministres coordinateurs de ces deux sous-régions le rapport de la réunion

tenue à Yamoussoukro en décembre 1997 par les ministres de la CEDEAO, et les a invité à organisé des réunions similaires.

10. Le secrétariat général de l'UDEAC a saisi la CEA de son intention d'organiser une réunion des ministres pour évaluer la mise en oeuvre de la Déclaration en Afrique centrale. Cette réunion est prévue pour Octobre 1997. La CEA y apportera son concours technique.

**d) Mise en place d'une association des consommateurs de services aériens**

11. Après avoir reconnu le rôle que les consommateurs de services aériens peuvent jouer dans l'amélioration des services aériens africains à travers: leur participation à la définition des politiques nationales; la diffusion des informations pertinentes sur les performances des compagnies aériennes, des aéroports et des agences de voyages; la diffusion des informations utiles sur le droit des passagers; le groupe de travail a demandé à la CEA d'étudier la possibilité de mettre en place une association des consommateurs de services aériens.

12. L'élimination des abus fréquents constatés par les consommateurs au niveau des organismes chargés de la vente des billets, de l'exploitation des lignes aériennes et des facilités aéroports, nécessite l'organisation et la mise en place d'un organisme chargé de la défense des intérêts des usagers des services aériens africains qui, pour la plupart, ignorent leur droit et ne savent pas où se plaindre. Par exemple, dans certains pays, faute de manque d'information des usagers sur leur droit en matière de perte de vie humaine et de bagages, certaines personnes ont pris des initiatives malheureuses ou n'ont eu aucune compensation.

13. Pour s'acquitter de cette tâche, la CEA, a engagé le bureau régional pour l'Afrique de l'Association International des consommateurs, pour faire une enquête, auprès de 18 pays africains, sur la situation des services fournis aux passagers. Les conclusions de ce rapport seront soumises à la 11ème réunion de la conférence des ministres des transports et des communications qui se tiendra au Caire en Novembre 1997.

**e) Organisation de la réunion du groupe de travail**

Du 20 au 22 Novembre 1996, la CEA a, organisé à Nairobi, Kenya la réunion annuelle du groupe de travail de la Décennie, à laquelle les organisations suivantes ont pris part: OUA, AFRAA, ICAO, BIT et NCATO.

La réunion a examiné les points suivants:

- présentation des rapports d'activités
- projet de cadre juridique intégrant la Déclaration de Yamoussoukro dans les politiques nationales
- coordination de la politique de transport aérien et intégration africaine.

Le rapport de la réunion est annexé à ce document.

#### IV. LES DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS

14. Les difficultés rencontrées en vue d'atteindre les objectifs fixés pour le sous secteur et la solution envisagée sont les suivants.

i) Délai d'exécution pour la mise en oeuvre de la Déclaration et situation financière difficile des compagnies aériennes

15. La réalisation des programmes d'intégration, de coopération et de restructuration, nécessitent des délais très longs et des engagements fermes. Or il a été constaté que les pays, surtout les compagnies aériennes, traînent à concevoir et à mettre en oeuvre des programmes cohérents d'intégration et de coopération. L'argument le plus souvent avancé par certains, est que la coopération et l'intégration sont basées sur des intérêts mutuels que peuvent tirer les entités concernées. Mais puisque ces entités ne conçoivent pas de programme de grande envergure de coopération et d'intégration, on ne peut pas savoir les intérêts à tirer. Les compagnies aériennes sont très préoccupées par les problèmes financiers journaliers ainsi les responsables n'ont pas le temps matériel de se concentrer sur des programmes de coopération et d'intégration.

ii) Engagement ferme des Etats

16. La plupart des pays n'ont pas pris les mesures nécessaires pour l'introduction de la libéralisation progressive des droits de trafic tel qu'adoptée à Maurice en 1994. Toutefois il est constaté que des progrès importants ont été réalisés au niveau de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest surtout après la réunion organisée en décembre 1996.

iii) Solution en vue d'éliminer les difficultés ci-dessus

17. Il est proposé d'entamer des actions de sensibilisation au niveau nationale à travers des réunions et séminaires nationaux sur les services aériens. Ces activités devront regrouper les exploitants et les usagers des services aériens de même que les administrations nationales chargées de la réglementation. Le but de ces réunions, sera non seulement de sensibiliser les différents partenaires sur les objectifs du sous-secteur mais aussi pour identifier les difficultés et proposer des solutions appropriées.

iv) Financement des activités du groupe de travail

Avec l'amenuisement des ressources propres des institutions membres du groupe de travail et du manque de financement extérieur, il n'a pas été possible d'exécuter la totalité du programme de travail adopté en 1992. Le tableau mis à jour du programme de travail se trouve en annexe à ce rapport.

## **V. EVALUATION DE L'IMPACT DES ACTIVITÉS EN COMPARAISON AVEC LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATEGIE DU SOUS-SECTEUR.**

18. Dans le document de la stratégie du sous-secteur de transport aérien, le groupe de travail avait fait des propositions d'objectifs à atteindre après cinq ans de mise en oeuvre du programme. On peut constater que les suivants ont été atteints parmi les objectifs fixés.

- i) amélioration du réseau intrafricain, grâce à une grande flexibilité dans l'octroi des droits de trafic et à la création de compagnies aériennes privées;
- ii) augmentation de certaines fréquences aériennes et introduction de nouvelles lignes et services;
- iii) amélioration de la coopération technique à travers les programmes de l'AFRAA sur les pièces de rechange: les pneumatiques et l'achat de carburant dans certaines escales européennes.
- iv) coordination des politiques au niveau régional, surtout à travers les actions de la CAFAC et les positions communes africaines défendues au niveau de l'OACI sur: la nouvelle politique réglementaire aéronautique, les bruits et les systèmes informatisés de réservation.
- v) mise en oeuvre de certains projets nationaux identifiés et inclus dans le programme de la Décennie.
- vi) sensibilisation des Etats sur des problèmes cruciaux tels que la sécurité aéronautique: la restructuration: l'adoption de nouvelle réglementation en vue d'assurer la participation du sous-secteur à la globalisation mondiale du commerce: la mise en place de nouvelles technologies: et la création des autorités autonomes de l'aviation civile.

19. Il y a lieu de mentionner que pour réaliser les résultats ci-dessus, plusieurs réunions et séminaires ont été organisés par tous les partenaires associés au programme de la Décennie.

20. Toutefois par rapport aux objectifs fixés, les activités menées n'ont pas beaucoup contribué à: assurer une meilleure distribution des produits africains à travers un mécanisme africain; améliorer la sûreté et la sécurité aéronautique; faciliter le renouvellement des flottes obsolètes; mettre en oeuvre le plan de navigation de l'OACI qui nécessite la mobilisation de ressources financières adéquates; renforcer les autorités nationales de la météorologie; standardiser les procédures d'octroi des licences et certificat; et renforcer les centres de formation.

## **VI. LES DEFIS MAJEURS**

21. Si les tendances constatées continuent, on peut affirmer que dans les années avenir le secteur sera confronté aux défis ci-dessous:

- a) **Réglementation** aéronautique plus libérale: libéralisation des droits de trafic, création des blocs économiques, changement statut des entreprises de transport, libéralisations des tarifs, moins de contrôles gouvernementaux sur les entreprises.
- b) **Globalisation de la compétition**: utilisation intensive des systèmes informatisés de réservations, politiques commerciales agressives.
- c) **Privatisation des entreprises et services**: participation du secteur privé dans les compagnies aériennes, les administrations des aéroports, et dans l'assistance en escale.
- d) **renouvellement de la flotte, extension et maintenance des infrastructures**: acquisition d'aéronefs plus économiques, maintenance de la flotte et des infrastructures aéroportuaires, maintenance des équipements.
- e) **Sécurité et sûreté de la navigation aérienne**: acquisition des nouvelles technologies: formation du personnel et maintenance des équipements.
- f) **Formation et utilisation du personnel**: formation des formateurs; formations des agents qualifiés: recyclage et meilleure utilisation des ressources humaines disponibles.
- g) **Restructuration des institutions et révision des textes législatifs** afin de les adapter aux exigences du marché.
- h) **Regroupement des activités et accès aux grands marchés internationaux** à cause surtout la congestion et des restrictions liés à la congestion des espaces aériens et des aéroports.
- i) réduction des coûts d'exploitation afin de stimuler le trafic intra africain et international;
- j) **conditions socio-économique difficiles** qui pourraient entraîner une baine de trafic.
- k) **difficultés en matière d'obtention de visas d'entrée** surtout pour l'Europe.

## VII. PROPOSITIONS DE PLAN D'ACTION

22. Afin de relever les défis ci-dessus, il est proposé d'inclure les suivants dans le plan d'action pour le développement du sous-secteur pour la période 1998-2000 et au delà:



Programme/activités	institutions responsables	Priorité et objectif visé	Coût
<p>1. <u>Mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro</u></p> <p>1.1. Libéralisation des droits des trafic à l'intérieur de la région africain à travers des activités de sensibilisations nationales et sous-régionales telles que séminaires, assistance à l'aviation civile et réunions des comités de suivi de la Déclaration de Yamoussoukro</p>	CEA en coopération avec l'OUA, la CAFAC, l'AFRAA, CEDEAO, SATCC, UDEAC et SADC	<p>● Réglementation aéronautique approprié et développement des services aériens</p> <p>● Priorité 1</p>	Coût US\$ = 160.000
1.2. Réunion fréquentes des décideurs de politique et évaluation des actions et des progrès réalisés (conférence sur des thèmes spécifiques de libéralisation et de réglementation des services aériens: cas spécifiques des pays enclavés	Même institutions	Même objectif et priorité	Coût US\$ = 180.000
1.3 Etudes techniques sur le développement des services en Afrique	CEA	Priorité 2	Coût US\$ = 80.000
<p>2. <u>Assistance aux pays en matière de sécurité et sûreté</u></p> <p>2.1. Sensibilisation des Etats</p>	OACI, CAFAC, ASECNA	Amélioration de la sécurité et de la sûreté	Coût = voir estimation faite par l'OACI
2.2. Recherche de financement pour la mise en oeuvre du système CNS/ATM	Pays et institutions financières	Priorité 1	
2.3. Assistance aux pays en vue d'identifier les problèmes et d'entreprendre des activités spécifiques d'assistance en vue de résoudre les problèmes identifiés	OACI, CAFAC et ASECNA		Coût US\$3 millions

Programme/activités	institutions responsables	Priorité et objectif visé	Coût
<b>3. Amélioration des compétences</b>  3.1 Définition des modules et introduction des cours de formation en économie et gestion du transport dans une université africaine ou une école supérieur africaine  3.2 Recherche de bourses de formation et renforcement financier du fonds de l'AFRAA pour la formation  3.3. Formation des formateurs et organisations des ateliers pour familiariser les agents dans les nouvelles techniques et pratiques	CEA/AFRAA/CAFAC/ASECNA/ESAMI   CEA/AFRAA/OUA/BAD   CEA/AFRAA/CAFAC	Formation du personnel	P.M   coût US\$700.000   Coût US\$2.000 000
<b>4. Société d'achat et de location d'aéronefs</b>  4.1 Entreprendre une étude de faisabilité en coopération avec les compagnies et organismes intéressées	BAD, CEA, OUA, AFRAA, CAFAC	Renouvellement de la flotte	Coût = US\$ 700.000
<b>5. Etudes économiques</b>  5.1 Etude sur les développements des services aériens africain et les défis	CEA, OACI	Amélioration des services Priorité: 2	Coût = US\$ 600.000

## VIII. SUITE A DONNER

23. Les participants pourraient prendre note des informations fournies et les compléter ci-possible. La réunion est appelée à considérer le plan d'action proposé pour que l'on puisse l'inclure dans le plan d'action général de la Décennie en cours de préparation.

Titre	Organismes responsables	Date et information pertinente	Observations/Décisions
<b><u>National</u></b>			
1. Organisation de 4 séminaires sur les services aériens	CEA AFRAA	1997	L'organisation des séminaires dépendait de l'assistance financière extérieure. Toutefois, un séminaire a été organisé en 1994 au Caire sur financement du fonds Egyptien pour la coopération avec l'Afrique.
2. Assistance aux CNC pour la formulation de politiques et l'identification des projets	OACI NCATO	1997	Les pays n'ont formulé aucune demande.
3. Promotion du programme de formation des agents de l'aviation civile et des compagnies aériennes	CAFAC	1997	Les Comités techniques de la CAFAC se sont penchés sur ce problème. La 2ème phase du projet régional HRID n'a pas eu de financement donc aucune promotion n'a pu être faite.
<b><u>Sous-régional</u></b>			
1. Formulation de politiques souples pour l'octroi des droits de trafic	CAFAC	La CAFAC avait proposé d'organiser 4 ateliers en vue d'examiner les politiques de droit de trafic dans le contexte de la déclaration de Yamoussoukro.	Dans le cadre de son étude sur les mesures à prendre pour améliorer les services aériens, la CEA a fait une proposition de politique souple. En outre, à Maurice, les ministres ont adopté une politique souple qui est en cours de mise en oeuvre. Le progrès réalisé est assez lent.
2. Etudes à la demande des organisations sous-régionales	CEA, groupe de travail	1997	Aucune demande n'a été enregistrée en 1996/1997.
3. Participation aux réunions statutaires des organisations	CEA	1997	La CEA participe aux réunions des organisations et présente le cas échéant des documents sur le programme de la Décennie.
4. Regroupement et coordination des activités aéronautiques	Groupe de travail	1997	Aucune action n'a été entreprise.
5. Identification et formulation des projets sous-régionaux à inclure dans le programme de l'UNTACDA II.	OACI	Action continue	Aucun nouveau projet n'est proposé pour l'instant
6. Organisation de 2 séminaires dans la région Afrique/Océan Indien sur le futur système de navigation aérienne	ASECNA		L'OACI a organisé avec la participation de l'ASECNA, des réunions sur le CNS/ATM de même que la réunion AFI.
<b><u>Régional</u></b>			
1. Etude générale sur les coûts d'exploitation et les tarifs	AFRAA	1997	Compte tenu des difficultés de collecte de données, il n'a pas été possible d'entreprendre une étude sur les coûts d'exploitation.
2. Mise en place d'une Association des consommateurs des services aériens	CEA	la CAFAC a pris contact avec l'IAPA	La CEA a entrepris une étude qui sera discutée au Caire par la conférence des ministres.

Titre	Organismes responsables	Date et information pertinente	Observations/Décisions
3. Mise en place d'une société de leasing	OUA BAD	1995	Le mandat de l'étude a été préparé en 1995, mais elle n'est pas encore exécutée faute de financement.
4. Autorités autonomes de l'aviation-civile	OACI	1996	L'OACI a préparé un projet de document. En 1996, il y a 13 autorités de l'Aviation Civile autonomes et 6 autorités aéroportuaires autonomes.
5. Diffusion des données sur le transport aérien	CAFAC	1996	Aucune action entreprise
7. Révision et vulgarisation de la stratégie de l'UNTACDA II	CEA	1997	Les réunions programmées n'ont pas eu lieu.
8. Conférence ministérielle	Groupe de travail	1996	Une réunion régionale a été organisée à Maurice en septembre 1994 et une réunion a été organisée en 1996 pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.
9. Réunion des directeurs des centres de formation	CEA	1997	NCATO a offert d'abriter ladite réunion, mais faute de ressources financières, elle n'a pas pu être organisée.
10. Réunion de groupe travail	CEA	1996	Une réunion a été organisée à Nairobi en novembre 1996.
11. Evaluation des paramètres définis dans la stratégie	CAFAC	La CAFAC devrait s'efforcer de faire évaluer certains paramètres	La CAFAC avait programmé de faire cette évaluation mais faute de ressources elle n'a pas pu le faire.
12. Séminaires sur les centres de maintenance et les pièces consommables	BAD	1996	Aucune action de suivi n'a été entreprise.
13. Mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro	CEA	1997	La CEA prépare régulièrement des rapports sur la mise en oeuvre de la Déclaration. Le prochain rapport sera discuté en novembre 1997. Elle a assisté les sous-régions dans l'organisation de leurs réunions sur la Déclaration.
14. Promotion des activités de recherche et de développement	NCATO	Action continue (1997)	Il a été proposé de créer un centre de collecte et de diffusion des études entreprises en Afrique dans le domaine de l'aviation civile. NCATO s'est offerte pour faire ce travail dans le cadre de la Décennie. Tous les membres du groupe de travail doivent envoyer à NCATO les copies des études disponibles. Aucune action n'a été entreprise à ce jour.